

Canadian Centre
for Foreign Policy
Development



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

125 promenade Sussex Drive, Ottawa, Ontario H1A 0G2
Telephone/Téléphone : 613.944.8278 www.cfp-pec.gc.ca Fax/Télécopieur : 613.944.0687

**LES SYNDICATS ET L'AFRIQUE:
VERS L'AVANT AU MOYEN D'UN VÉRITABLE PARTENARIAT**

Congrès du travail du Canada
janvier 2002

4009.3F



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01021848 8

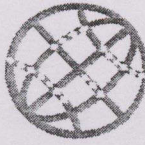
DOCS

CA1 EA751 2002L11 EXP

Labour and Africa : the way ahead
through real partnership. --

16999810

Canadian Centre
for Foreign Policy
Development



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

125 promenade Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1A 0G2
Telephone/Téléphone : 613.944.8278 www.cfp-pec.gc.ca Fax/Télexcopieur : 613.944.0687

MÉMOIRE DU
CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA

AU
FORUM NATIONAL SUR L'AFRIQUE

**LES SYNDICATS ET L'AFRIQUE:
VERS L'AVANT AU MOYEN D'UN VÉRITABLE PARTENARIAT**

Congrès du travail du Canada
janvier 2002

4009.3F



Canadian Labour Congress
Congrès du travail du Canada

ISBN: 0-662-32361-0
E2-465/2002F



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada

Les syndicats et l'Afrique : vers l'avant au moyen d'un véritable partenariat

«La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous»

MÉMOIRE DU CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA

AU FORUM NATIONAL SUR L'AFRIQUE

JANVIER - FÉVRIER 2002



Canadian Labour Congress
Congrès du travail du Canada

Les syndicats et l'Afrique : vers l'avant au moyen d'un véritable partenariat

«La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous»

Cette citation durable, tirée de la Déclaration de Philadelphie, est le cri d'alarme lancé par l'Organisation internationale du travail (OIT) pour mettre un terme à la pauvreté, un appel qui a été lancé à la fin de sa réunion historique à Philadelphie en 1948. Les syndicalistes canadiens ont participé à cette réunion tout comme ils l'avaient fait lors de la création de l'OIT en tant qu'élément clef de la Conférence de paix à Versailles, il y a près de 100 ans. Aucun syndicaliste africain n'était présent à la Conférence de Versailles et ils étaient peu nombreux à la réunion de Philadelphie. Depuis, les syndicalistes africains sont devenus plus nombreux et plus importants et c'est avec fierté que le Congrès du travail du Canada (CTC) se tourne vers ses années de partenariat avec ses homologues africains. C'est aussi avec détermination qu'il regarde vers l'avenir, utilisant ce partenariat dans la lutte pour s'assurer que la « Relance » de l'Afrique ait enfin lieu. Nous sommes également déterminés à ce que cette Relance se concrétise non seulement comme résultat et outil de l'investissement financier étranger mais comme un meilleur avenir pour les peuples d'Afrique.

Nous disons « enfin » non parce que nous croyons en arriver à un nouveau statu quo car nous ne le croyons pas mais parce que l'histoire récente de l'Afrique est remplie d'efforts de premier plan pour placer le continent sur une nouvelle base économique, voire même sociale. Si on regarde les dernières années seulement, nous avons été témoins de la Décennie des transports et des communications des Nations Unies pour l'Afrique (1978-1988), du Plan d'action du Lagos (1980-2000), de la Décennie du développement industriel pour l'Afrique (1985-1995) et du Programme prioritaire pour la relance économique de l'Afrique (1986-1990).

En introduisant encore un autre « plan » pour l'Afrique, le président du Sénégal, Abdoulaye Wade, a déclaré que ces divers programmes avaient échoué à faire des réalisations concrètes.

En adoptant le « Plan Omega », il a souligné que les pays d'Afrique avaient été clairs, au Sommet de juillet 2000 de l'OUA quant à leur décision de ne pas être écartés de l'économie mondiale et ont pris conscience qu'ils devraient suivre une nouvelle vision stratégique fondée sur l'intégration régionale et un engagement en faveur des politiques économiques qui éradiqueraient la pauvreté surtout au moyen de la croissance de haut niveau.

En septembre 2000, les Nations Unies ont tenu leur Sommet du millénaire et la Déclaration émanant de cet événement a consacré un article aux besoins particuliers de l'Afrique — entre autres le fait que l'Afrique est la seule région du monde où le nombre de personnes qui tentent de survivre avec moins de 1 \$ par jour ne cesse d'augmenter.

Une réponse rapide de la Commission économique pour l'Afrique (ECA) a été d'amorcer le travail sur le Contrat pour la relance de l'Afrique comme élément important de la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire. Le secrétaire général de l'ECA a demandé un Contrat, en vertu duquel le monde développé investirait dans la relance de l'Afrique si les gouvernements africains mettaient en place des réformes politiques nécessaires pour s'assurer que leurs économies « prendraient leur envol ». Les ministres des finances africains ont appuyé cet appel et ont demandé que des consultations aient lieu et il est apparu que trois présidents africains développaient le « Partenariat du millénaire pour le programme de relance de l'Afrique » (PRA), qui reconnaissait aussi la nécessité

d'un nouveau partenariat avec la communauté internationale et où les gouvernements africains et les gens seraient responsables de sa mise en œuvre.

Comme c'était les objectifs du Contrat, l'ECA était prête à souligner que le Contrat était une « initiative technique à l'élaboration et à la mise en œuvre du PRA ».

Il a également souligné l'annonce faite par le président Wade au sujet du Plan Omega pour l'Afrique et il a noté qu'il partageait « la même vision et les objectifs que le PRA ».

Au sommet extraordinaire de l'OUA, en mars 2001, on a accepté de fusionner le Plan Omega et le PRA et les participants au Sommet de l'OUA de juillet 2001 ont approuvé le document intitulé *Une nouvelle initiative africaine* qui représentait la fusion des deux plans. On a décrit le projet comme étant un engagement des dirigeants africains pour éradiquer la pauvreté et placer l'Afrique sur la voie de la croissance et du développement durables tout en participant activement à l'économie mondiale.

En octobre 2001, un certain nombre de chefs d'État et de dirigeants gouvernementaux se sont rencontrés à Abuja (Nigéria) et ont entendu le président nigérien Obasanjo parler de l'histoire du projet dont le nom officiel est Nouveau partenariat pour le développement africain (NPDA). Le président Obasanjo a informé les personnes présentes que d'autres partenaires européens avaient endossé le projet et on s'est entendu pour que toutes les autres initiatives présentées par les pays africains individuels devraient être subsumées en vertu du processus du NPDA « pour représenter une base à partir de laquelle l'Afrique pourra collectivement et effectivement collaborer avec ses partenaires du développement ».

Il a informé ses collègues sur les réunions entre des dirigeants africains choisis et le G-8, et il est clair, maintenant, qu'un volet important du Sommet du G-8 de 2002 portera sur l'Afrique. Si le CTC met de l'avant les idées décrites dans ce mémoire au Forum national sur l'Afrique, c'est pour s'assurer que les dirigeants du G-8 et de l'Afrique fassent des progrès importants en 2002.

Bien que la situation pour les pays africains soit critique, un point décrit pleinement dans chacun des « plans » soulignés ci-dessus, nous n'agissons pas avec l'énergie du désespoir : nous n'avons pas l'intention de suggérer que 2002 représente une « dernière chance » pour l'Afrique, mais ***nous devons prier les dirigeants concernés de s'assurer que ce soit une chance qui soit bien prise. Et elle portera fruit seulement si toutes les actions sont fondées sur un « partenariat »***, un fait qui devrait souligner les efforts du Premier ministre du Canada alors qu'il préside le Sommet du G-8. En défendant les « partenariats », il suivra une voie élevée.

Des partenaires pour le développement

Cette phrase, utilisée la première fois par Lester B. Pearson, est d'une importance capitale pour le CTC. Dans un mémoire présenté en septembre 2001 au Gouvernement du Canada, nous avons indiqué notre engagement en faveur du partenariat comme base pour rendre l'aide canadienne plus efficace. Le Premier ministre Pearson nous renforce dans nos efforts, puisqu'il a dit catégoriquement dans son rapport de 1968, intitulé *Partenaires du développement*, que « la relation de développement », qui est au cœur d'une politique d'aide efficace, doit être fondée sur une division claire des responsabilités qui répond aux besoins des deux partenaires ».

Ces termes étaient forts et clairs. Mais nous devons nous inquiéter de l'écart qui se creuse entre la rhétorique

et la pratique, les actions et les mots, dans le développement des partenariats. Pour nous, ***un véritable partenariat est une relation politique et non pas un mécanisme de financement bureaucratique; c'est une relation fondée sur une vision partagée et le respect mutuel et il ne doit pas être un outil pour maintenir l'inégalité.***

En cette année importante pour l'avenir de l'Afrique, nous devons être certains que les partenariats ne deviennent pas seulement le moyen pour que le « Nord » maintienne un certain droit de propriété sur le programme de développement. L'objectif ultime doit être de permettre aux peuples africains et à leurs institutions d'atteindre la responsabilité nécessaire pour répondre à leurs besoins et contribuer ainsi aux objectifs communs de la paix, de la prospérité et de la sécurité sociale pour toutes et tous.

Nous travaillons en partenariat avec nos homologues africains pour élaborer des réponses syndicales communes aux défis mondiaux, y compris leurs répercussions en Afrique.

Ce partenariat s'étend aussi aux discussions sur les politiques et nous mène à souligner certains principes fondamentaux qui, s'ils sont ignorés, nuiront aux chances que 2002 soit l'année au cours de laquelle une base sera établie pour la « Relance de l'Afrique ».

Le premier principe est que le « ***partenariat*** », ***dans ce projet, ne peut se limiter à la relation entre les gouvernements africains et ceux du G-8, ou entre les gouvernements africains et les investisseurs étrangers. Le besoin de véritables partenariats entre les gouvernements africains et leurs peuples a une importance vitale*** qui, souvent confrontés à des circonstances difficiles, ont bâti les organes de la société civile, y compris les syndicats.

Le deuxième est la centralité des ***normes du travail qui doivent figurer dans toute discussion significative sur le développement et les répercussions de la mondialisation en Afrique.*** Les normes ne sont pas limitées sur le plan géographique ou sectoriel; elles ne touchent pas seulement les industries traditionnelles ou l'économie organisée. Elles sont fortement liées aux principes énoncés dans le NPDA, sans parler des « plans » antérieurs » et ont un effet direct sur l'objectif clef de la Relance africaine, réduire la pauvreté.

Le troisième principe est que ***la participation des femmes à tous les aspects de la relance est absolument essentielle.***

Les dirigeants africains savent bien comment la « préoccupation » transitoire apparaît souvent dans l'« Ouest ». Au moment de l'intervention de l'OTAN au Kosovo, de nombreux commentateurs ont fait des comparaisons défavorables entre l'engagement de l'Ouest au nom des Albaniens et l'indifférence de l'Ouest, quand cela aurait pu avoir de l'importance pour les Tutsis du Rwanda.

Maintenant, les pays de l'Ouest engagent des sommes importantes pour la Relance de l'Afghanistan. Dans son Introduction à sa Demande inter-agences des NU pour l'Afghanistan, le Secrétaire général des NU a observé sagement que « les femmes qui connaissent très bien le prix d'un conflit sont souvent mieux équipées que les hommes pour le prévenir ou le résoudre. Pendant des générations, les femmes ont servi d'éducatrices pour la paix, tant au sein de leurs familles que dans leurs sociétés. Elles ont prouvé qu'elles pouvaient être fort utiles pour construire des ponts et non des murs. Elles ont joué un rôle essentiel pour sauvegarder l'ordre social quand

les communautés se sont effondrées ».

Ses mots sonnent vrai en Afrique, où la relance n'est pas seulement une question de changer les politiques économiques, signer des traités ou faire des prêts. Cela doit prendre en compte le fait qu'en raison des conflits, des maladies ou des effets amers des Programmes d'ajustement structurel (PAC) qui en eux-mêmes ont été durs pour les femmes en particulier, de nombreuses communautés se sont plus ou moins effondrées et l'ordre social a été écrasé.

La pauvreté augmente en Afrique, comme le montre la documentation du NPDA et on a reconnu que la majorité des pauvres sont des femmes. La Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales ont établi clairement la nécessité de la participation populaire à l'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté mais jusqu'à ce jour, on a très peu encouragé ou facilité cette participation en Afrique.

En septembre 1999, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont annoncé que tous leurs programmes de prêts ciblant les 80 pays les plus pauvres du monde, y compris de nombreux pays d'Afrique, seraient par la suite fondés sur les Documents sur la Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). Tout en maintenant que les conditions sous-jacentes pour réduire la pauvreté sont toujours « les contraintes budgétaires, la stabilité macro-économique et la croissance économique », la Banque et le Fonds reconnaissent maintenant qu'il est également nécessaire de protéger les plus faibles des effets négatifs de ces réformes économiques et d'aider tous les secteurs de la société à en profiter.

La Banque et le Fonds prétendent maintenant promouvoir la consultation avec la société civile dans la formulation des stratégies de développement et demandent aux autorités publiques nationales de travailler avec les syndicats pour évaluer le niveau de pauvreté d'un pays, définir les objectifs de réduction de la pauvreté et établir des programmes de politiques financés particulièrement. Ces allégations s'éloignent toutefois trop fréquemment de la pratique.

Bien que cela puisse encourager les syndicats africains à participer aux DRSP, ils continueront de s'inquiéter au sujet de l'écart constant entre les objectifs de la lutte contre la pauvreté et les objectifs de stabilité macro-économique des DRSP.

Malgré leur nouvelle insistance sur la participation des citoyens dans la lutte contre la pauvreté, les institutions financières internationales n'ont pas encore modifié significativement les conditions macro-économiques qui ont exacerbé la pauvreté et nuï aux syndicats et à la société civile qui les ont sérieusement contestées et elles continuent d'imposer, sous un nouveau nom, les éléments traditionnels des instruments des PAS qui devaient être abandonnés par la suite, comme l'a dit le Président Wade du Sénégal, omettant d'atteindre leurs objectifs.

Nous sommes convaincus que ***tous les efforts doivent être faits pour s'assurer que les peuples africains, par le biais des organisations de la société civile, en plus d'une représentation par le gouvernement, participent pleinement aux discussions du NPDA*** et des conditions en vertu desquelles le « partenariat » avec les pays du G-8 se concrétise sur le terrain en Afrique.

Ce n'est pas en dehors des désirs manifestés par les dirigeants africains qui, à la première réunion du « Comité de mise en œuvre » du NPDA, ont souligné la nécessité d'un plan stratégique pour la promotion du NPDA non

seulement sur le plan international mais aussi sur le plan national, dans le but de mobiliser le soutien national.

Nous estimons que comme priorité, **les gouvernements du G-8 devraient demander maintenant à leurs agences d'aide d'examiner toutes les possibilités pour s'assurer que les peuples africains sont pleinement informés sur les délibérations et la planification du NPDA et sont aptes à répondre aux possibilités d'en discuter entre eux et avec les gouvernements africains.** Dans le cas du Canada, cela représenterait une première occasion importante pour son nouveau Fonds en fiducie pour l'Afrique. Ici, le Canada bénéficie d'un avantage comparatif : le Fonds en fiducie qu'il a créé a permis d'éduquer et de former la population de l'Afrique du Sud désavantagée par l'apartheid et a joué un rôle capital pour préparer la population d'Afrique du Sud à occuper des postes d'importance dans la transformation démocratique entourant les élections de 1994 dans ce pays.

Nous croyons aussi que le **Sommet du G-8 devrait ajouter à ses conclusions un engagement afin d'encourager les mécanismes appropriés pour institutionnaliser des discussions continues entre les gouvernements africains et la société civile.** Un modèle pourrait être l'Accord de Helsinki, que les gouvernements du G-8 ont créé dans les années 1980. Ce modèle convient particulièrement parce qu'il met l'accent sur l'engagement de la société civile ainsi que des gouvernements et il englobe tout l'éventail des questions, y compris les droits humains et l'échange d'information, qui sont essentielles au succès de la Relance de l'Afrique.

C'est aussi un modèle précieux précisément parce que c'est le Président Obasanjo qui l'a proposé, en 1991, quand il a favorisé à Kampala un « CSCE » pour l'Afrique qui pourrait traiter non pas avec un « panier » de questions, comme à Helsinki, mais avec des « calebasses » de questions, dans un geste simple liant l'idée des rues et des marchés africains.

Et c'est là où le NPDA, avec l'appui du G-8, doit résonner.

La calebasse du NPDA

Quand le NPDA a reçu son nom au sommet tenu au Nigéria, en octobre 2001, les dirigeants ont accepté que la philosophie, les priorités et les modalités de mise en œuvre étaient telles qu'énoncées dans le document sur le nouveau programme pour l'Afrique; ce n'est pas une demande sans passion pour une plus grande aide et de meilleures conditions pour le commerce, et il ne met pas seulement l'accent sur l'accès au marché et au mouvement de capitaux bien qu'il en tienne compte. Le document souligne que la pauvreté de l'Afrique fait contraste avec la prospérité du monde développé : seulement 18 téléphones du réseau principal pour 1000 personnes en Afrique, 146 pour le reste du monde, et 567 par milliers d'habitants dans les pays du G-8. En Afrique, 340 millions de personnes, soit la moitié de la population, vivent avec moins de 1 \$ par jour, et ce nombre ne cesse de croître.

Le NPDA vise à surmonter la situation en modifiant « la relation qui la sous-tend », la relation avec le monde développé, telle qu'exprimée par la « marginalisation de l'Afrique du processus de mondialisation »; « l'impasse de la dette »; la « réduction de l'aide privée »; et l'« exclusion sociale de la grande majorité de ses peuples ». Comme on le sait très bien maintenant, il demande un « nouveau partenariat mondial » et traite de sujets essentiels comme la diversification de la production et des exportations, de l'accès au marché, des ressources de la mobilisation et de l'amélioration de l'infrastructure.

Rien de cela ne peut être élaboré de manière appropriée ou servir de base pour des relations changeantes à moins d'être fondé sur la plus grande participation possible de la société civile dans tous les processus de la planification.

Et les efforts pour améliorer les situations auxquelles ils réfèrent, réussiront si certains des autres points d'importance continuent comme c'est le cas. Quels sont-ils?

Quand les dirigeants se sont rencontrés en octobre 2001, ils n'ont pas hésité à discuter du besoin d'agir sur la bonne gestion publique, et on a espéré que les pays du G-8, en tant que partenaires du développement, suppléeraient à leurs efforts africains.

Cela revêt une très grande importance. Les peuples africains ont été mal servis au cours des décennies passées, souffrant d'un manque de démocratie et d'un excès de corruption. Nous sommes convaincus que **les dirigeants du G-8 doivent dire à leurs homologues africains qu'ils ont raison de mettre l'accent sur la bonne gestion publique mais ils doivent déborder le discours pour agir de manière significative avec leurs populations pour adopter et soutenir les principes et les pratiques de la bonne gestion publique.**

Les dirigeants du NPDA ont également affirmé qu'ils considéraient que la paix et la sécurité étaient des conditions préalables nécessaires pour un développement viable et ils ont créé un sous-comité pour examiner la gestion, la présentation et la résolution des conflits en Afrique. Les conflits défigurent l'Afrique qui est la scène de la guerre civile la plus longue que le monde ait connue (Soudan, depuis 1956), d'un conflit régional qui, à ses heures les plus sombres, impliquait les armées de dix pays africains (la République démocratique du Congo - RDC) et d'autres conflits au sujet du bétail, des ressources non renouvelables, de l'ethnicité et de la soif du pouvoir pour des dirigeants peu scrupuleux. L'Afrique est le foyer de la mission pour la paix des NU la plus importante que le monde ait connue (Sierra Leone); c'est aussi l'endroit où l'intervention n'a jamais eu lieu lorsqu'elle était nécessaire (Rwanda). Pendant tous ces conflits et troubles, les organisations de la société civile, y compris les syndicats ouvriers, ont tenté de trouver la voie de la paix juste et viable. Un certain nombre de pays du G-8 ont décidé de participer à des projets pour bâtir la paix en Afrique qui comprenaient des tentatives pour renforcer les mécanismes de règlement des conflits régionaux. Cela ne fonctionnera pas à moins que la paix soit considérée comme étant trop importante pour être laissée aux mains des dirigeants politiques ou à leurs représentants. **La société civile doit être capable, mise au défi et équipée pour jouer un rôle de premier plan dans la quête de la paix et le G-8 se doit de faire comprendre cela aux dirigeants africains et de fournir les ressources pour que cela se concrétise.**

Mais aussi terribles que puissent être les conflits, il y a de la sagesse dans les commentaires faits par les dirigeants politiques américains et britanniques à l'effet que le VIH/SIDA tue plus d'Africains qu'une guerre; en effet, tous les jours, quelque 5500 Africaines et Africains meurent du SIDA. Le Groupe de crise internationale a affirmé qu'en Afrique du Sud du Sahara, un adulte sur quatre mourra éventuellement du SIDA.

Nous sommes d'accord avec ses conclusions à l'effet que le **VIH/SIDA doit être considéré comme une crise de la sécurité**, érodant non seulement la sécurité humaine des peuples africains, mais affaiblissant les États au point où l'instabilité politique encouragera les conflits et aggravera les problèmes.

On peut déjà le constater : au Burundi, les partenaires donateurs du pays, surtout des gouvernements du G-8, ont

récemment engagés des fonds pour « combattre le VIH/SIDA, réduire le fardeau du service de la dette et appuyer les programmes de développement des priorités. »

Et le Burundi est un pays qui est toujours aux prises avec une guerre civile, une guerre menée dans une région volatile. Le Swaziland n'est pas en guerre et ne s'attend pas à l'être mais il présente en effet un taux d'infection de 22 % pour le VIH parmi la population adulte. Les cas de VIH/SIDA nécessitent maintenant plus de la moitié des lits dans certains centres de santé, étirant la capacité à la limite. Selon le récent Rapport sur le développement humain du Swaziland, produit par un forum de groupes de la société civile nationale avec l'aide du PNUD, le pays est maintenant confronté à des « niveaux élevés d'inégalités, de pauvreté et de privations ».

Le sommet du G-8 doit utiliser l'engagement récent plus fort pour ce qui est du VIH/SIDA en Afrique, et il doit consacrer des ressources et appliquer une forte pression pour s'assurer que les gouvernements africains travaillent avec la société civile pour modeler et mettre en œuvre les politiques humanitaires appropriées pour répondre à la pandémie du VIH/SIDA avant qu'elle ne détruise ce qu'ils professent comme objectif, le dégagement du malaise du sous-développement et de l'exclusion dans un monde globalisant.

Ce point a été soulevé par vos collègues africains lors de la réunion des représentantes et représentants syndicaux internationaux avec l'hôte italien du Sommet G-8 à Gênes (le Premier ministre Berlusconi). Les dirigeants africains n'ont pas parlé du VIH/SIDA lorsqu'ils se sont rencontrés en octobre 2001; il ne pourront pas se permettre de le faire et ne seront pas alloués à le faire, quand ils feront des présentations aux dirigeants du G-8 en juin 2002.

Ces questions interreliées, la bonne gestion publique, la paix et la sécurité, et le VIH/SIDA ne sont pas des ajouts ou des post-scriptum pour la Relance de l'Afrique; elles sont essentielles. Si on ne réussit pas à modifier le visage et la dynamique de l'Afrique en ce qui a trait à tout cela, il est inutile de croire que toute nouvelle relation en matière d'économie et d'investissement fonctionnera ou sera appuyée à l'extérieur des ententes intergouvernementales qui ne suffisent pas de toute manière.

Mais les gouvernements africains montrent-ils un signe d'engagement face à cette réalité, pour agir avec et pour leurs peuples afin de faire des progrès sur les trois fronts énumérés ci-dessus? Seuls les peuples africains eux-mêmes peuvent répondre à la question, par l'entremise des organisations de la société civile comme les syndicats, leurs structures traditionnelles, leurs institutions académiques en émergence. Nous nous joignons aux autres organisations canadiennes pour reconnaître que nos homologues doivent être entendus et doivent pouvoir parler.

Voilà une responsabilité tant pour les gouvernements africains et ceux du G-8. Nous sommes déterminés à ce qu'on ne passe pas à côté de cette responsabilité.

Pas un photo op, plutôt un ouvrage en cours

Les partenaires du développement ont une lourde responsabilité face à la population mondiale qui vit dans la pauvreté, est dépossédée et connaît des conflits. Écrasée au point où elle ne peut jouir de la pleine mesure de la sécurité sociale, qu'elle ne peut s'engager dans un travail complet et choisi librement et qu'elle ne peut utiliser pleinement les possibilités auxquelles elle a droit. Nul doute que c'est chose sûre pour l'Afrique, où des années

d'ajustement structurel et de conditions pour le commerce qui ne font que s'aggraver se sont combinées pour éliminer de nombreux emplois du secteur structuré.

Les dirigeants africains, en élaborant des visions au moyen de la documentation du NPDA, ont raison de nous rappeler à toutes et à tous le trésor culturel que représente l'Afrique et de souligner l'importance de sa flore et de sa faune, de même que sa position comme berceau de l'humanité. Mais l'Afrique n'est pas un parc thématique; des millions d'être humains y vivent et aspirent à le faire dans la paix, la stabilité et la dignité. Pour ce faire, ils ont besoin de nombreuses choses, mais surtout d'emplois choisis librement, du travail, et non de la charité.

Le document de base du NPDA, qui est joint comme annexe, fait valoir qu'une « entreprise privée doit être appuyée, tant les microentreprises du secteur non structuré que les petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier, qui sont les principaux moteurs de croissance et de développement ». C'est un domaine qu'on a ignoré pendant trop longtemps dans les délibérations sur la politique d'entraide occidentale en faveur de l'Afrique et ***nous demandons que la création d'emplois dans des conditions durables, et respectant les droits fondamentaux des travailleurs et travailleuses et de l'environnement, à l'échelle internationale, occupent une place prioritaire à la réponse du G-8 face à l'Afrique d'aujourd'hui.***

Sans les emplois, où l'assiette fiscale sera-t-elle pour permettre aux Africains de financer la réalisation de leurs objectifs de développement et de ne pas dépendre de la simple implantation des prescriptions des autres? Où peut-il y avoir un partenariat véritable si le financement demeure toujours unilatéral? Le G-8 et les dirigeants africains ont la responsabilité de libérer le peuple africain de la dépendance le plus rapidement possible.

Nous, au Congrès du travail du Canada, comprenons le poids de nos responsabilités et nous savons qu'en aidant les peuples africains à atteindre leurs objectifs en matière de développement, nous ferons un bout de chemin pour satisfaire ces responsabilités, et ce dans l'intérêt commun. Nous sommes engagés à travailler le plus étroitement possible à cette fin, avec les partenaires africains pour ce nouveau départ.

Un élément de ce départ est « l'Union africaine ». En janvier 2002, le responsable de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), Amara Essy, s'est réuni avec les représentants du G-8 afin de les informer des progrès faits dans la transformation de l'OUA en une Union africaine.

L'Union africaine, comme la fusion du Plan Omega et du PRA, a vu le jour au Sommet extraordinaire de l'OUA, en mars 2001, et il vise à atteindre la plus grande unité et la plus grande solidarité entre les pays africains, ce qui pourrait être essentiel à la réalisation des objectifs du NPDA. Parmi les aspects clefs de la nouvelle union, il doit y avoir un parlement panafricain, un tribunal et une banque centrale.

Nous espérons que la nouvelle « Union africaine » cherchera à travailler avec les syndicats africains plus anciens, et souvent assiégés, pour trouver des façons de régler les problèmes africains et nous prévoyons aller de l'avant longtemps après la fin du Sommet du G-8, avec l'appui de nos partenaires en faveur de ces syndicats.

Des sources indiquent maintenant qu'un travail est en cours pour l'établissement d'un budget pour l'Union africaine et on a avancé le montant annuel de 500 millions de dollars américains. Nous savons que le développement est une question coûteuse, en termes réels et en termes de possibilités.

Financer la Relance de l'Afrique



Les discussions portant sur cette question au Sommet du G-8 seront alimentées par les réunions comme celle de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, qui devrait avoir lieu au Mexique en mars prochain.

Il était très clair pour les participants non gouvernementaux que les gouvernements du G-8 favorisent la vision que bien que les dépenses en faveur d'une aide et l'application d'un bien collectif, comme les étapes pour mettre fin aux conflits débilissants, sont bonnes en soi et contribuent sérieusement au développement, les véritables différences seront faites par la voie de l'allocation efficace des ressources nationales et des investissements de capitaux privés étrangers. La discussion sur les investissements privés étrangers a été fondée, en grande partie sur l'ordre du G-8, sur la nécessité pour les politiques nationales de les attirer, plutôt que sur sa qualité et les effets sur le développement.

Pour leur part, les gouvernements du G-8 n'avaient pas hâte de discuter des objectifs appropriés pour l'Aide publique au développement (APD), comme le PIB de 0,7 % établi depuis longtemps et ils n'étaient pas non plus pressés de parler des délais. En réalité, la quatrième et dernière réunion préparatoire (New York, 2002) pourrait être vue comme un combat d'arrière-garde de la part des gouvernements du G-8 désireux d'éviter des engagements fermes et d'abandonner leur prérogative décisionnelle.

Ils semblaient plus intéressés par deux autres questions : une étant la nécessité d'assurer des discussions significatives sur la cohérence mais de façon à ne pas compromettre le pouvoir décisionnel du G-8 (ou du FMI ou du Comité de Bâle, ou du Forum sur la stabilité financière...); l'autre étant ce que ces pays doivent faire pour attirer les investissements privés.

Par le passé, le Canada a affirmé dans divers documents de politique que les pays en voie de développement doivent travailler sur leurs environnements politiques pour voir à ce qu'ils ne s'excluent pas des avantages potentiels de la mondialisation, affirmant que bien que la mondialisation crée les conditions pour réduire la pauvreté, cette réduction ne peut être atteinte que si une réforme stratégique, ou la cohérence, permet aux pays en voie de développement de participer pleinement à la mondialisation et à ses avantages.

Nous espérons que le Canada prêchera l'exemple en persuadant les autres gouvernements du G-8 qu'il ne faut pas permettre l'accent sur la cohérence afin de servir de levier financier pour que les gouvernements africains s'accordent avec les prescriptions imposées par les institutions financières internationales ou comme excuse pour l'inaction des gouvernements du G-8.

Il est encourageant de constater que tout en soulignant le fait que les pays en voie de développement doivent examiner leurs cadres stratégiques, le Canada a reconnu, dans des documents discutant de la nécessité de rendre l'aide plus efficace, le fait que les pays industrialisés comme le Canada doivent également démontrer leur engagement en réexaminant les politiques et les pratiques dans des domaines comme le commerce et l'environnement, respectant les promesses de réciprocité.

Mais il y a toujours l'accent de la pensée actuelle en matière de développement au sein du G-8 à l'effet que la meilleure option est que les pays en voie de développement fassent tout ce qui est nécessaire pour attirer des investissements privés et que la documentation du NPDA, particulièrement le document révisé d'octobre 2001

sur le nouveau programme pour l'Afrique, souligne certainement le désir de l'Afrique d'attirer de tels investissements.

Mais il souligne également le point que les Africains ne font appel à aucun d'eux pour les nouveaux enchâssements de dépendance par le biais d'une aide ni pour les concessions marginales. Une nouvelle relation avec les pays hautement industrialisés est souhaitée afin de surmonter le gouffre du développement qui s'est élargi au cours de siècles de relations inégales. Pour la majeure partie de cette période, ces relations inégales étaient créées par les investissements étrangers privés, à partir de ce qui est maintenant connu comme le G-8 ou pays hautement industrialisés.

Le Congrès du travail du Canada n'est pas l'ennemi des investissements privés qui, en réalité, soutiennent l'avenir économique de bon nombre de ses membres et sont importants pour eux. Mais il ne ferme pas les yeux sur les échecs ou les fautes des investissements privés non réglementés, cherchant à faire des profits peu importe le coût, un coût souvent assumé dans le passé par les Africains qui cherchent maintenant à entretenir une relation différente avec les pays du G-8.

Nous croyons qu'***il est dans l'intérêt de nous toutes et tous de voir à ce que l'investissement privé joue un rôle approprié, non pas un rôle d'exploitation, dans la Relance de l'Afrique. Les dirigeants du G-8 doivent faire preuve d'un véritable leadership sur ce point***, même si le faire exige l'envoi d'un signal puissant aux gestionnaires du capital et aux dirigeants africains qui pourraient être tentés d'attirer des investissements qui nuiraient à leur population, à l'effet que la nouvelle relation soit durable d'un point de vue économique, social et moral sinon les populations du G-8 ne l'appuieront pas.



125 promenade Sussex Drive, Ottawa, Ontario H1A 0G2

Telephone/Téléphone : 613.944.8278 www.cfp-pec.gc.ca Fax/Télocopieur : 613.944.0687

RAPPORT DU CCDPÉ POUR L'ANNÉE 2000-2001¹

LE TERRORISME

Report from the Roundtable: The New Face of Terrorism. CCFPD. October 26, 2001.

Summary Report from the Roundtable: The Impact of September 11 on International Relations and Canada's Foreign Policy. CCFPD. November 27, 2001.

NOUVELLE DIPLOMATIE

Report from the Conference on New Diplomacy: The Development of International Law. CCFPD. April 5-7, 2001.

The New Diplomacy: The Global Compact and United Nations Institutions. CCFPD. July 14-15, 2000.

Report from the Conference on 'New Diplomacy': The United Nations, Like-minded Countries and Non-Governmental Organizations. CCFPD. September 28, 1999.

Report from the Roundtable on Just War and Genocide. CCDPE. December 8-9, 2000.

Report from the Ottawa Roundtable for the International Commission on Intervention and State Sovereignty (ICISS). CCDPE. January 15, 2001.

PRÉVENTION DES CONFLITS ET CONSTRUCTION DE LA PAIX

Summary Report from the Roundtable on Afghanistan: Governance Scenarios and Canadian Policy Options. CCFPD. October 12, 2001.

Nile Waters Management and Links to Conflict Management and Food Security in the Horn of Africa. Tag El Khazin, Sub Sahara Center. July 3, 2001.

Report from the Roundtable: Judges and Peace Operations. CCFPD. March 9, 2001.

Renouveler les partenariats pour la prévention des conflits armés: Options pour améliorer le déploiement rapide et établir une capacité permanente d'intervention d'urgence de l'ONU. H. Peter Langille, Sécurité humaine mondiale - Idées et initiatives. Automne 2000.

Rapport de la table ronde: Le Déploiement d'experts dans les opérations internationales de paix." Marketa Geislerova, Centre canadien pour le développement de la politique étrangère. 12 septembre 2000

Canadian Peacebuilding in the Middle East: Case Study of the Canada Fund in Israel/Palestine and Jordan. Tami Amanda Jacoby, University of Manitoba. Fall 2000.

¹ Visitez le www.cfp-pec.gc.ca pour obtenir des rapports et publications supplémentaires.

Les entreprises canadiennes et la consolidation de la paix. Jean-François Rioux, Francisco-José Valiente, and Christian Geiser, Université du Québec à Montréal. 31 octobre 2000.

NOUVELLES DIRECTIONS DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

Report from the Denver Roundtable: New Directions in U.S. Foreign Policy. CCFPD. November 2, 2001.

Summary of Key Point From Presentations and Discussions: Foreign Policy Trends in the U.S. Roundtable. CCFPD and the Institute on Global Conflict and Cooperation, University of California at San Diego, California, United States. March 20, 2001.

Summary of Key Points from Presentations and Discussions: The Washington D.C. Roundtable on Trends in U.S. Foreign Policy. CCFPD and the Woodrow Wilson Centre, Washington DC. April 2, 2001.

Summary of Key Points from Brief Presentations and Discussions: Foreign Policy Trends in the U.S. Roundtable. CCFPD and University of Alberta, Edmonton, Alberta, Canada. April 12, 2001.

Summary of Key Points from Presentations and Discussions: The Toronto Roundtable on the Bush Administration's Foreign Policy - Challenges and Implications for Canada. CCFPD and the Munk Centre, University of Toronto, Toronto, Ontario, Canada. May 18, 2001.

Halifax Roundtable on US Foreign Policy. CCFPD and Saint Mary's University, Halifax, N.S.. June 15, 2001.

ARMES NUCLÉAIRES ET LÉGÈRES ARMES

The Ottawa Group Report on Small Arms, Light Weapons (SALW) and Non-State Actors. CCFPD and Centre for Defence Studies. November 7-8, 2000.

Rapport de la table ronde des experts étrangers en missiles balistiques. Ernie Regehr, projet Ploughshares, et Peter Moore, CCDPÉ. 30-31 mars 2000.

Rapport de la table ronde: L'OTAN et les armes nucléaires. CCDPÉ. 24 août 2000

Small Arms and the OAS Roundtable Report. CCDPÉ. April 28, 2000.

Examen des récentes initiatives gouvernementales et d'ONG concernant les armes légères et l'évaluation de leur efficacité: proposition pour un indice de sécurité individuelle (ISI). Frances Gaudreault et al. Summer 2000.

Globalization and Firearms: A Public Health Perspective. Wendy Cukier et al. Fall 2000.

FRONTIÈRES

Points de vue sur un monde sans frontières: les enjeux pour le Canada." Heather Nicol et Ian Townsend-Gault. Automne 2000.

DROITS DES ENFANTS

Children and Violent Conflict: Meeting the Challenge of Diversity. Erin Baines, Dalhousie University; Barry Burciul, University of Toronto. Summer 2000.

ENTREPRISE ET MAIN D'OEUVRE

Canadian Firms, Canadian Values. Canadian Business for Social Responsibility. May 2000.

DROIT

Canadian Council on International Law 29th Annual Conference - Policy Options Paper. Kim Carter et. al. December 2000.

AFRIQUE

Summary Report from the Roundtable on Good Governance and Africa. CCFPD. October 25, 2001.

Rebirth of the Somali State: Policy Options and Programme Opportunities for Canada. Partnership Africa-Canada, Som-Can Institute for Research & Development. November 3-4, 2000.

Sudan Civil Society Symposium. Sudan Inter-Agency Reference Group. June 5-6, 2000

Report from the Ottawa Nigeria Roundtable. CCDPÉ. March 20, 2000.

ASIE-PACIFIQUE

Report from the Roundtable: Good Governance and the Philippines. CCFPD. March 16, 2001.

APEC Media Monitoring Report: A Synopsis of Key Findings from IMPACS' 1999 Youth Internship Project. Institute for Media, Policy and Civil Society. 2000.

Report from the Burma and Drugs Roundtable. CCDPÉ. May 15, 2000.

Report from the North Korea Roundtable. CCDPÉ. January 22, 2001.

Decentralization and Challenges to Unity: Report on the Indonesia Roundtable 2001." Centre for Dialogue, Simon Fraser University. April 19-21, 2001.

EUROPE

Report from the Roundtable Living Together: Sharing the Canadian Experience. Marketa Geislerova, Canadian Centre for Foreign Policy Development. March 28-30, 2001 (Banff, Alberta) and June 15-17, 2001 (Larnaca, Cyprus).

Rapport de la table ronde sur Chypre: Vivre ensemble au XXI^e siècle. CCDPÉ. February 14 février 2000.

AMÉRIQUES

Workshop Report: Canadian Media Coverage of the Americas. FOCAL. March 2, 2001

Canada, Indigenous Peoples and the Hemisphere Roundtable Report. CCDPÉ. March 23, 2000.

Les voix canadiennes: Les Amériques. CCDPÉ. 2001.

Threats to Democracy in America. Max Cameron, Canadian Foundation for the Americas (FOCAL). March 3-4, 2000.

Report from the Roundtable on Governance, Civil Society and the Americas. CCDPÉ. January 28, 2000.

Report from the Roundtable on Canada-Cuba Relations. CCDPÉ. January 18, 2000.

Look Ahead to Windsor Roundtable Report (OEA). CCDPÉ. April 26, 2000.

CULTURE

Commerce international et diversité culturelle: la recherche d'un équilibre difficile. Ivan Bernier, Université Laval et Dave Atkinson. 2000.

QUESTIONS CIRCUMPOLAIRES

Roundtable on Northern Foreign Policy: Feedback and Look Ahead. CCDPÉ. February 5, 2001.

RECHERCHE EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Discours sexospécifiques, pratiques sexospécifiques : La Politique étrangère canadienne revue et corrigée par les féministes." Rapport de table ronde présenté au CCDPÉ et rédigé par Claire Turenne Sjolander (Université d'Ottawa), et al. 2000.

doc
CA1
EA751
2002L11
EXF

Canadian Centre
for Foreign Policy
Development



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

125 promenade Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1A 0G2

Telephone/Téléphone : 613.944.8278 www.cfp-pec.gc.ca Fax/Télocopieur : 613.944.0687

TO THE
NATIONAL UNION AFRICA
**LABOUR AND AFRICA:
THE WAY AHEAD THROUGH REAL PARTNERSHIP**

Canadian Labour Congress
January 2002

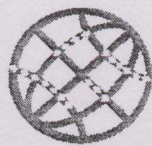
4009.3E





CAI EA751 2002H1

Canadian Centre
for Foreign Policy
Development



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

125 promenade Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1A 0G2
Telephone/Téléphone : 613.944.8278 www.cfp-pec.gc.ca Fax/Télécopieur : 613.944.0687

SUBMISSION
BY
THE CANADIAN LABOUR CONGRESS
TO THE
NEGOTIATION OF
**LABOUR AND AFRICA:
THE WAY AHEAD THROUGH REAL PARTNERSHIP**
Canadian Labour Congress
January 2002
4009.3E

16 999 810 ce) b 3762579
16 999 812 (CF) b 3762580

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JAN 9 2006

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère



Canadian Labour Congress
Congrès du travail de Canada

ISBN: 0-662-32361-0
E2-465/2002E



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada

Labour and Africa: The Way Ahead through Real Partnership

"Poverty anywhere is a Danger to Prosperity everywhere"

These enduring words are taken from the Declaration of Philadelphia, the International Labour Organization's (ILO) call for global action to end poverty, a call which came at the end of its historic meeting in Philadelphia in 1944. Canadian trade unionists participated in that meeting, just as they had in the very first ILO as a key element of the Peace Conference in Versailles almost 100 years ago. No African trade unionists participated in the Versailles Conference, and since then, Africa's trade unionists have grown in number and importance, and it is with pride that the Canadian Labour Congress (CLC) looks back to its years of partnership with African counterparts, and with determination that it looks ahead to utilize this partnership in the struggle to ensure that Africa's "Recovery" finally takes place. It is determined that this Recovery materializes not just as a result of international financial investment but as a better future for Africa's people.

**SUBMISSION
BY
THE CANADIAN LABOUR CONGRESS**

**TO THE
NATIONAL FORUM ON AFRICA**

JANUARY - FEBRUARY 2002

We say "finally" because we know that Africa's new status quo, we do not, but because the recent history of Africa is replete with high-profile attempts to set the continent on a new economic, and even social, footing. Concentrating only on recent times, we have witnessed the United Nations' Comprehensive Development Programme for Africa (1978-88), the Lagos Plan of Action (1980-2000), the Industrial Development Decade for Africa (1985-1995), and the African Programme for Economic Recovery (1985-1999).

In introducing yet another "plan" for Africa, Senegal's president, Abdoulaye Wade, declared that these various schemes had failed to chalk up any concrete achievement.

In moving the "Omega Plan", he mentioned that African countries had, at the July 2000 OAU Summit, made clear their determination to avoid being sidelined from the global economy and realized that they would have to pursue a new strategic vision based on regional integration and a commitment to economic policies which would eradicate poverty, largely through high levels of growth.

In September 2000, the United Nations held its Millennium Summit, and the Declaration stemming from this devoted a section to the special needs of Africa—among them the fact that Africa is the only region of the globe in which the number of people trying to survive on less than \$1 per day is increasing.

A prompt response of the Economic Commission for Africa (ECA) was to begin work on the Comprehensive Development Framework (CDF) as an important component of the implementation of the Millennium Development Goals (MDGs) in Africa. The CDF is a framework for action which is being put in place by the African Union (AU) and the African Development Bank (ADB). The Minister of Labour and Minister of International Trade and Commerce of which



Canadian Labour Congress
Congrès du travail du Canada

Labour and Africa: The Way Ahead through Real Partnership

"Poverty anywhere is a Danger to Prosperity everywhere"

These enduring words are taken from the Declaration of Philadelphia, the International Labour Organization's (ILO) call for global action to end poverty, a call which came at the end of its historic meeting in Philadelphia in 1948. Canadian trade unionists participated in that meeting, just as they had in the very founding of the ILO as a key element of the Peace Conference in Versailles almost 100 years ago. No African trade unionists participated in the Versailles Conference, and few did in the Philadelphia meeting. Since then, Africa's trade unionists have grown in number and importance, and it is with pride that the Canadian Labour Congress (CLC) looks back to its years of partnership with African counterparts, and with determination that it looks ahead to utilizing this partnership in the struggle to ensure that Africa's "Recovery" finally takes place. We are further determined that this Recovery materializes not just as a result of and vehicle for foreign financial investment but as a better future for Africa's people.

We say "finally" not because we think in terms of achieving a new status quo, we do not, but because the recent history of Africa is replete with high-profile attempts to set the continent on a new economic, and even social, footing. Concentrating only on recent times, we have witnessed the United Nations Transport and Communications Decade for Africa (1978-88), the Lagos Plan of Action (1980-2000), the Industrial Development Decade for Africa (1985-1995), and the African Priority Programme for Economic Recovery (1986-1990).

In introducing yet another "plan" for Africa, Senegal's president, Abdoulaye Wade, declared that these various schemes had failed to chalk up any concrete achievement.

In moving the "Omega Plan", he mentioned that African countries had, at the July 2000 OAU Summit made clear their determination to avoid being sidelined from the global economy and realized that they would have to pursue a new strategic vision based on regional integration and a commitment to economic policies which would eradicate poverty, largely through high levels of growth.

In September 2000, the United Nations held its Millennium Summit, and the Declaration stemming from this devoted a section to the special needs of Africa--among them the fact that Africa is the only region of the globe in which the number of people trying to survive on less than \$1 per day is increasing.

A prompt response of the Economic Commission for Africa (ECA) was to begin work on the Compact for Africa's recovery as an important component of the implementation of the Millennium Declaration. The Executive Secretary of the ECA had called for a Compact, in which the developed world would invest in African recovery should African governments put in place political reforms necessary to ensure that their economies would "take off". African Ministers of Finance endorsed this call, and charged that consultations be held, in the course of which it emerged that three African Presidents were developing the "Millennium Partnership

for African Recovery Programme" (MAP), which also recognized the necessity of a new partnership with the international community, with African governments and people having responsibility for its implementation.

As these were the goals of the Compact, the ECA was ready to point out that the Compact was a "technical input to the elaboration and implementation of the MAP".

It also noted the announcement by President Wade of the Omega Plan for Africa, and noted that it had "the same vision and objectives as the MAP".

The extraordinary summit of the OAU in March 2001 agreed that the Omega Plan and the MAP be merged, and the July 2001 Summit of the OAU approved a document, A New African Initiative, representing the merger of the two plans. The initiative was described as a pledge by African leaders to eradicate poverty and place Africa on a path of sustainable growth and development while participating actively in the world economy.

In October 2001, a number of Heads of State and Government met at Abuja, Nigeria, and heard their chairman, Nigeria's President Obasanjo, on the history of the initiative, which was given an official name as the New Partnership for African Development, NEPAD. Obasanjo informed the others that European partners had endorsed the initiative, and it was agreed that all other initiatives promoted by individual African countries should be subsumed under the NEPAD process, "to represent a basis on which Africa can collectively and effectively cooperate with its development partners".

He briefed his colleagues on the meetings between selected African leaders and the G-8, and it is now clear that a substantial focus of the 2002 G-8 Summit will be on Africa. It is to help ensure that the leaders of the G-8 and Africa register telling achievement in 2002 that the CLC puts forward the ideas outlined in this submission to the National Forum on Africa.

While the situation facing African peoples is critical, a point sketched out fully in each of the "plans" mentioned above, we do not act out of a sense of desperation: it is not our intention to suggest that 2002 represents a "last chance" for Africa, but **we are compelled to urge the leaders concerned to ensure that it is a chance well taken. And it will only work to the extent that all actions are based on "partnership"**, a fact which should underscore the efforts of Canada's Prime Minister as he chairs the G-8 Summit. In promoting "partnerships" he will be following in exalted footsteps.

Partners in Development

This phrase, first used by Lester B. Pearson, is of fundamental importance to the CLC. We have, in a brief to the Government of Canada in September 2001, stated our commitment to partnerships as a fundamental of making Canadian aid more effective. In this we are strengthened by former Prime Minister Pearson, who said firmly in his 1968 report, *Partners in Development*, that "The 'development relationship', which is at the heart of efficient aid policy, must be based on a clear division of responsibilities which meets the needs of both

partners."

These were strong and clear words. We have to be concerned, however, that a gap is growing between rhetoric and practice, deeds and words, in development partnerships. For us, ***a true partnership is a political relationship, not a bureaucratic funding mechanism; it is a relationship based on a shared vision and mutual respect, and must not be a vehicle for maintaining inequality.***

In this critical year for Africa's future, we have to be sure that partnerships do not become just the means to maintain some "Northern" ownership of the development agenda. The ultimate objective has to be to enable Africa's peoples and their institutions to achieve the responsibility they need for meeting their needs and thus contributing to the common goals of peace, prosperity, and human security for all.

We work in partnership with our African counterparts in the task of fashioning common trade union responses to global challenges, including their impact in Africa.

That partnership also extends to policy discussions, and leads us to stress certain fundamentals which, if ignored, will vitiate the chances of 2002 being the year in which the basis for an "African Recovery" is established.

The first is that ***"partnership" in this endeavour cannot be limited to the relationship between African governments and those of the G-8, or between African governments and foreign investors. Vitally important is the need for real partnerships between the African governments and their peoples,*** who have, often in the face of difficult circumstances, built organs of civil society, including trade unions.

The second is the centrality of ***labour standards which must figure in any meaningful discussion of development and the impact of globalization in Africa.*** The standards are not restricted either geographically or sectorally; they do not relate only to "sunset" industries, or to the organized economy. They relate strongly to the principles set out in the NEPAD, not to mention the earlier "plans", and impact directly on a key goal of African Recovery, reducing poverty.

The third is that ***the participation of Women in all aspects of recovery is absolutely essential.***

African leaders know well how transitory "concern" often appears to be in the "West". At the time of the NATO-led intervention in Kosovo, many commentators drew unfavourable comparisons between Western engagement on behalf of ethnic Albanians and Western indifference, when it could have mattered, towards Rwandan Tutsis.

Now the West is pledging major sums for the Recovery of Afghanistan. In his Foreward to the UN's Inter-Agency Appeal for Afghanistan, the UN Secretary General wisely observed that "women, who know the price of conflict so well, are also often better equipped than men to

prevent or resolve it. For generations, women have served as peace educators, both in their families and in their societies. They have proved instrumental in building bridges rather than walls. They have been crucial in preserving social order when communities have collapsed." His words would ring true in Africa, where recovery is not just a matter of changing economic policies, signing treaties, or making loans. It must take into account that because of conflict, or disease, or the bitter impact of Structural Adjustment Programmes (SAPs), which themselves have fallen hard on women in particular, many communities have more or less collapsed and the social order is overwhelmed.

Poverty, as the NEPAD documentation shows, is increasing in Africa, and it has to be recognized that the majority of the poor are women. The World Bank and other international financial institutions have made clear the necessity of popular participation in the elaboration of required poverty reduction strategies, but this participation has so far been too little encouraged, or facilitated, in Africa.

In September 1999, the World Bank and the International Monetary Fund announced that all their loan programmes targeting the 80 poorest countries in the world, including many in Africa, would thereafter be based on Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs). Whilst maintaining that the underlying conditions for reducing poverty remain "budgetary restraint, macro-economic stability and economic growth", the Bank and the Fund now recognise that it is also necessary to protect the weakest from the negative impact of these economic reforms and to help all sectors of society benefit from them.

The Bank and the Fund now claim to promote consultation with civil society in the formulation of development strategies, and ask the national public authorities to work with unions to assess the level of poverty of a country, define the poverty reduction targets and set up specifically-funded policy programmes. These claims, however, are all too frequently borne out in practice.

Whilst this may encourage the unions in Africa to get involved in the PRSPs, they will remain concerned about the continuing gulf between the objectives of combatting poverty and the macro-economic stability targets of the PRSPs.

Despite their new-found insistence on the participation of citizens in fighting poverty, the international financial institutions have not yet significantly altered the poverty-exacerbating macro-economic conditions that unions and civil society worldwide have suffered from and challenged strongly, and they are in continuing to impose, under a new name, the traditional elements of SAPs, instruments which were supposedly abandoned after, as President Wade of Senegal said, failing to achieve what was needed.

We are convinced that ***every effort must be made to ensure that African peoples can, through their civil society organizations in addition to representation by government, participate fully in discussions of NEPAD*** and the conditions under which "partnership" with G-8 countries are concretized on the ground in Africa.

This is not out of line with the professed desires of African leaders, who, at the inaugural meeting of the "Implementation Committee" for NEPAD emphasized the need for a strategic plan for marketing NEPAD not only internationally but also at the national level, with a view to mobilizing domestic support.

We feel that, as a priority, ***G-8 governments should now be directing their aid agencies to examine all opportunities for ensuring that African peoples are fully informed about NEPAD deliberations and planning, and are capacitated so as to respond to opportunities to discuss these among themselves and with African governments.*** In the case of Canada, this would represent a first substantial opportunity for its newly-announced Africa Trust Fund. Here Canada has a comparative advantage: the Trust fund it created to provide education and training for South Africans disadvantaged by apartheid played a substantial role in preparing South Africans for leading positions in the democratic transformation around the 1994 elections in that country.

We also believe that ***the G-8 Summit should add to its conclusions a commitment to fostering appropriate mechanisms for institutionalizing on-going discussions between African governments and civil society.*** Quite possibly a model for this could be the Helsinki Accord, which the G-8 governments created in the 1980s. This is particularly appropriate because of its focus on the involvement of civil society as well as governments, and its embrace of the whole gamut of issues, including human rights and information exchange, which are crucial to success in pursuit of African Recovery.

It is also valuable as a model precisely because it was drawn on by President Obasanjo in 1991 when he promoted at Kampala a "CSCE" for Africa, which would deal not with "baskets" of issues as at Helsinki, but "calabashes" of issues, in this one gesture relating the idea to the African street and market-place.

Which is where NEPAD, with G-8 support, must resonate.

The NEPAD Calabash

When the NEPAD received its name at the summit in Nigeria in October 2001, the leaders agreed that the philosophy, priorities and implementation modalities were as set out in the New Africa Initiative (NAI) document; this is not a passionless demand for more aid and better trade terms, nor is it only focussed on Market access and capital flows, though all figure in it. The document makes the point that the poverty of Africa stands in contrast to the prosperity of the developed world: only 18 mainline telephones per 1000 people in Africa, 146 for the world as a whole, and 567 per thousand in the G-8 countries. In Africa, 340 million people, half its population, live on less than \$1 per day, and the numbers are increasing.

NEPAD aims at overcoming this situation by changing "the relationship which underpins it", the relationship with the developed world, as expressed through the "marginalization of Africa from the globalization process"; the "debt deadlock"; the "reduction of private aid"; and the

"social exclusion of the vast majority of its peoples". It calls, as is now well known, for a "new global partnership" and deals with such key topics as Diversification of production and exports, Market Access, Mobilizing Resources, and Improving Infrastructure.

None of these can be appropriately elaborated or serve as the basis for changing relationships unless they are built on the fullest participation by civil society in all planning processes.

Nor can attempts at improving the situations they refer to succeed if some other major issues are allowed to continue as at present. What are these?

When the leaders met in October 2001, they did not shy away from a discussion of the need for action on Good Governance, and the hope was expressed that the G-8 countries, as development partners, would complement their African efforts.

This is of critical importance. African peoples have been badly served in past decades, suffering from a lack of democracy and a surfeit of corruption. We are convinced that ***the G-8 leaders must tell their African counterparts that they are right to focus on Good Governance but must go beyond words to significant deeds in working with their peoples to embrace and sustain principles and practices of Good Governance.***

The NEPAD leaders also affirmed that they saw Peace and Security as necessary preconditions for sustainable development, and they set up a sub-committee to focus on conflict management, presentation, and resolution in Africa. Conflict disfigures Africa, scene of the longest-running civil war in the world (Sudan, since 1956), of a regional conflict which at its darkest time involved armies from ten African countries (the Democratic Republic of Congo - DRC), and scene of clashes over cattle, non-renewable resources, ethnicity, and unscrupulous leaders. Africa is home to the UN's largest-ever peacekeeping mission (Sierra Leone) and is where intervention never arrived when needed (Rwanda). Throughout all these conflicts and troubles, civil society organizations, including trade unions, have striven to find the way to just and sustainable peace. A number of G-8 countries have embarked on peace building projects in Africa, and included are efforts aimed at strengthening regional conflict resolution mechanisms. These will not work unless peace is seen as too important to be left to political leaders or their officials alone. ***Civil society must be enabled, challenged, and equipped, to play strong roles in the search for peace, and the G-8 has a responsibility to impress this on the African leaders and to provide resources to make it a reality.***

But as awful as conflict is, there is wisdom in the comments made by US and British political leaders to the effect that HIV/AIDS is killing more Africans than war; every day about 5,500 Africans die of AIDS. The International Crisis Group has asserted that in sub-Saharan Africa, one in four adults will eventually die of AIDS.

We agree with its conclusion that ***HIV/AIDS must be viewed as a security crisis***, eroding

not only the human security of Africa's peoples, but weakening their states to the point where political instability will encourage conflict, and the problems compounded.

This compounding can already be seen: in Burundi, the country's donor partners, mostly governments from the G-8, recently pledged money to "fight HIV/AIDS, reduce the debt service burden and support priority development programmes."

And Burundi is a country still struggling with civil conflict, one waged in a volatile region. Swaziland is not at war, and does not expect to be, but it does have a 22% infection rate for HIV among adults. HIV/AIDS cases now take up more than half the beds in some health centres, stretching capacity to the limit. According to the recent Swaziland Human Development Report, produced by a forum of national civil society groups with support from the UNDP, the country now faces a "high level of inequality, poverty, and deprivation."

The G-8 Summit must build on recent stronger engagement with HIV/AIDS in Africa, and must both put up resources and apply strong pressure to ensure that African governments work with civil society to fashion and implement appropriate and humane policies to respond to the HIV/AIDS pandemic before it destroys what they profess to be determined to achieve, extrication from the malaise of underdevelopment and exclusion in a globalizing world.

This point was made during a meeting of international trade union representatives with the Italian host of the G-8 Summit in Genoa (Prime Minister Berlusconi) by our African colleagues. Yet, the African leaders were silent on HIV/AIDS when they met among each other in October 2001; they cannot afford to be, and cannot be allowed to be, when they make representations to the G-8 leaders in June 2002.

These inter-related issues, Good Governance, Peace and Security, and HIV/AIDS are not add-ons or post-scripts for African Recovery; they are essential to it. Without success in changing the face and dynamic of Africa with regard to each and all of these, it is futile to believe that any kind of new relationships on economic and investment matters can work or even will be supported outside government to government agreements, which are not enough in any event.

But are African governments showing a commitment to this reality, to acting with and for their peoples to make progress on the three fronts listed above? The best answer can be given only by Africa's peoples themselves, through their civil society organizations such as trade unions, their traditional structures, their emerging academic institutions. We join with other Canadian organizations in recognizing that our counterparts must be heard, and must be enabled to speak.

Here is a responsibility both for the African governments and those of the G-8. We are determined that it is one which will not be avoided.

Not a Photo-Opportunity, more a Work in Progress

Development partners have a heavy responsibility towards all those in our one world who are burdened by poverty, deprivation, and conflict. So burdened that they cannot enjoy their full measure of Human Security, cannot engage in Full and Freely chosen Employment, and cannot make full use of the possibilities to which they are entitled. This is undoubtedly true of Africa, where years of structural adjustment and worsening terms of trade have combined to strip away many formal-sector jobs.

The African leaders, in elaborating visions through the NEPAD documentation, are right to remind us all of the cultural treasure house that is Africa, and to stress the importance of its flora and fauna, its centrality as a cradle of mankind. But Africa is not a theme park; it is where millions of human beings live and aspire to do so in peace, stability, and dignity. For this they need many things, but foremost among them remains freely chosen employment, jobs, not charity.

The NEPAD base document, which is extracted as an annex below, asserts that "Private enterprise must be supported, both micro-enterprises in the informal sector and small and medium enterprises in the manufacturing sector, which are principal engines of growth and development". This is an area too long overlooked in the deliberations of Western aid policy towards Africa, and ***we urge that job creation, in sustainable conditions, respecting internationally recognised fundamental workers' rights and the environment, be made a priority of the G-8 response to Africa today.***

Without jobs, where will there be a tax-base for Africans to finance the realization of their development goals, and not be dependent on merely implementing the prescriptions of others? Where can there be real partnership if resourcing always remains one-sided? Both the G-8 and the African leaders have a responsibility to free Africa's people from dependency as quickly as possible.

We in the Canadian Labour Congress understand the weight of our responsibilities, and we know that by helping Africa's peoples achieve their development goals, we will go some distance to meeting those responsibilities, in the common interest. We commit to working as fully as possible with partners in Africa to this end, this new beginning.

One element of that beginning is the "African Union". In January 2002, the head of the Organisation of African Unity (OAU), Amara Essy, held meetings with representatives of the G-8 to brief them on progress being made towards transforming the OAU into the African Union.

The African Union, like the merger of the Omega Plan and the MAP, emerged from the OAU Extraordinary Summit in March 2001, and is aimed at achieving the greater unity and solidarity between African countries which might prove essential to the realization of the goals of NEPAD. Among key aspects of the new union are to be a pan-African parliament, a court of justice and a central bank.

We hope the new "African Union" will seek to work with the older, and often beleaguered, African trade unions towards finding ways out of Africa's problems, and we plan to carry on, long after the G-8 Summit ends, with our partnership support for those trade unions.

Sources now indicate that work is underway to establish a budget for the African Union, and an annual sum of US\$500 million has been mentioned. We know that development is a costly matter, in both real and opportunity terms.

Financing African Recovery

Discussions of this issue at the G-8 Summit will be informed by meetings such as the UN's Conference on Financing for Development, due to convene in Mexico in March 2002.

It was very clear to non-governmental participants that G-8 governments are inclined to the view that while aid spending and the application of "public goods", such as steps to end debilitating conflicts, are good in and of themselves and make significant contributions to development, the real differences will be made through effective domestic resource allocations and foreign private capital investment. The discussion of foreign private investment was premised, at the behest largely of the G-8, on the need of domestic policies to attract it, rather than its quality and development impact.

For their part, the G-8 governments were not anxious to discuss appropriate targets for Official Development Assistance (ODA), such as the long-established 0.7% of GDP, nor were they anxious to speak about deadlines. In fact, the fourth and final preparatory meeting (New York, January 2002) could be seen as a rearguard action on the part of the G-8 governments anxious to avoid actionable commitments and relinquish their decision making prerogative.

They seemed more interested in two other areas, one being the need to ensure meaningful discussions of coherence but in a way that G-8 (or IMF or Basle Committee, or Financial Stability Forum...) decision making power is not compromised, the other being what these countries must do to attract private investment.

Canada has in the past maintained, in various policy documents that developing countries must work on their policy environments to ensure that they do not exclude themselves from the potential benefits of globalization, saying that while globalization creates the conditions that make poverty reduction possible, this reduction can only be achieved if policy reform, or coherence, allows the developing country to participate fully in globalization and its benefits.

We hope that Canada will take a lead in persuading the other G-8 governments that the focus on Coherence must not be allowed to serve as either leverage on African governments to accord with imposed prescriptions from the international financial institutions or as an excuse for inaction on the part of the G-8 governments.

It is encouraging that while stressing that developing countries must look to their policy frameworks, Canada has, in documents discussing the need to make Aid more effective, recognized the fact that industrialized countries like Canada also have to demonstrate their commitment through re-examining policies and practices in areas such as trade and the environment, living up to promises of reciprocity.

But there remains the related focus of current development thinking in the G-8, that the best option is for developing countries to do whatever is necessary to attract private investment, and the NEPAD documentation, in particular the revised NAI Document of October 2001, certainly stresses Africa's desire to attract such investment.

But it also makes the point that "Africans are appealing neither for the further entrenchment of dependency through aid, nor for marginal concessions." A new relationship with the highly industrialized countries is desired, to overcome the "development chasm that has widened over centuries of unequal relations". For much of that time, those unequal relations were being built by private foreign investment, from what are now known as G-8 or highly industrialized countries.

The Canadian Labour Congress is no enemy of private investment, which, indeed underpins the economic future of many of its members and is significant to all of them. But nor is it blind to the failings and faults of unregulated private investment, pursuing profit at virtually any cost, costs often borne in the past by Africans who now seek a different relationship with the G-8 countries.

We believe ***it is in all our interests to ensure that private investment plays an appropriate role, not an exploitative one, in African Recovery. The leaders of the G-8 must show real leadership on this point***, even if doing so requires a forceful signal both to the managers of capital AND African leaders who might be tempted to attract investment hurtful to their people, that the new relationship is to be economically, socially, and morally, sustainable or it will not be assisted by the citizens of the G-8.



125 promenade Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1A 0G2
Telephone/Téléphone : 613.944.8278 www.cfp-pec.gc.ca Fax/Télocopieur : 613.944.0687

SELECTED CCFPD REPORTS FROM 2000-2002

Terrorism

Report from the Roundtable: The New Face of Terrorism. CCFPD. October 26, 2001.

Summary Report from the Roundtable: The Impact of September 11 on International Relations and Canada's Foreign Policy. CCFPD. November 27, 2001.

New Diplomacy

Report from the Conference on New Diplomacy: The Development of International Law. CCFPD. April 5-7, 2001.

The New Diplomacy: The Global Compact and United Nations Institutions. CCFPD. July 14-15, 2000.

Report from the Conference on 'New Diplomacy': The United Nations, Like-minded Countries and Non-Governmental Organizations. CCFPD. September 28, 1999.

Report from the Roundtable on Just War and Genocide. CCFPD. December 8-9, 2000.

Report from the Ottawa Roundtable for the International Commission on Intervention and State Sovereignty (ICISS). CCFPD. January 15, 2001.

Conflict Prevention and Peacebuilding

Summary Report from the Roundtable on Afghanistan: Governance Scenarios and Canadian Policy Options. CCFPD. October 12, 2001.

Nile Waters Management and Links to Conflict Management and Food Security in the Horn of Africa. Tag El Khazin, Subsahara Center. July 3, 2001.

Report from the Roundtable: Judges and Peace Operations. CCFPD. March 9, 2001.

Renewing Partnerships for the Prevention of Armed Conflict: Options to Enhance Rapid Deployment and Initiate a UN Standing Emergency Capability. Peter Langille, Global Human Security Ideas and Initiatives. Fall 2000.

Report from the Roundtable on Expert Deployment to International Peace Operations. CCFPD. September 12, 2000.

Canadian Peacebuilding in the Middle East: Case Study of the Canada Fund in Israel/Palestine and Jordan. Tami Amanda Jacoby, University of Manitoba. Fall 2000.

Les entreprises canadiennes et la consolidation de la paix. Jean-Francois Rioux, Francisco-José Valiente, and Christian Geiser, Université du Québec à Montréal. Le 31 octobre 2000.

New Directions in US Foreign Policy

Report from the Denver Roundtable: New Directions in U.S. Foreign Policy. CCFPD. November 2, 2001.

Summary of Key Point From Presentations and Discussions: Foreign Policy Trends in the U.S. Roundtable. CCFPD and the Institute on Global Conflict and Cooperation, University of California at San Diego, California, United States. March 20, 2001.

Summary of Key Points from Presentations and Discussions: The Washington D.C. Roundtable on Trends in U.S. Foreign Policy. CCFPD and the Woodrow Wilson Centre, Washington DC. April 2, 2001.

Summary of Key Points from Brief Presentations and Discussions: Foreign Policy Trends in the U.S. Roundtable. CCFPD and University of Alberta, Edmonton, Alberta, Canada. April 12, 2001.

Summary of Key Points from Presentations and Discussions: The Toronto Roundtable on the Bush Administration's Foreign Policy - Challenges and Implications for Canada. CCFPD and the Munk Centre, University of Toronto, Toronto, Ontario, Canada. May 18, 2001.

Halifax Roundtable on US Foreign Policy. CCFPD and Saint Mary's University, Halifax, N.S.. June 15, 2001.

Nuclear Weapons and Small Arms

UN 2001 Conference on Illicit Trade of Small Arms in All its Aspects: Briefing and Discussion. Wendy Cukier, Coalition for Gun Control. December 19, 2000.

The Ottawa Group Report on Small Arms, Light Weapons (SALW) and Non-State Actors. CCFPD and Centre for Defence Studies. November 7-8, 2000.

Ballistic Missiles Foreign Experts Roundtable Report. Ernie Regehr, Project Ploughshares and CCFPD. March 30, 2000.

NATO-Nuclear Weapons Roundtable Report. CCFPD. August 24-25, 2000.

Small Arms and the OAS Roundtable Report. CCFPD. April 28, 2000.

Examen des récentes initiatives gouvernementales et d'ONG concernant les armes légères et évaluation de leur efficacité: proposition pour un indice de sécurité individuelle (ISI). Frances Gaudreault et al. été 2000.

Globalization and Firearms: A Public Health Perspective. Wendy Cukier et al. Fall 2000.

Borders

Perspectives on the Borderless World: Issues for Canada. Heather Nicol and Ian Townsend-Gault. Fall 2000.

Technology

Privacy, Sovereignty and Technology Roundtable Report. Marketa Geislerova, Canadian Centre for Foreign Policy Development. March 23, 2001.

Children's Rights

Children and Violent Conflict: Meeting the Challenge of Diversity. Erin Baines, Dalhousie University; Barry Burciul, University of Toronto. Summer 2000.

Business and Labour

Canadian Corporate Contributions to Democratic Development and Citizen Participation in Developing Countries: Recommendations on Identifying and Supporting Corporate Efforts through Canadian Foreign Policy. Darin Rovere, Centre for Innovation in Corporate Responsibility. September 26, 2000.

Canadian Firms, Canadian Values. Canadian Business for Social Responsibility. May 2000.

Law

Canadian Council on International Law 29th Annual Conference - Policy Options Paper. Kim Carter et. al. December 2000.

Africa

Summary Report from the Roundtable on Good Governance and Africa. CCFPD. October 25, 2001.

Rebirth of the Somali State: Policy Options and Programme Opportunities for Canada. Partnership Africa-Canada, Som-Can Institute for Research & Development. November 3-4, 2000.

Sudan Civil Society Symposium. Sudan Inter-Agency Reference Group. June 5-6, 2000

Report from the Ottawa Nigeria Roundtable. CCFPD. March 20, 2000.

Asia-Pacific

Report from the Roundtable: Good Governance and the Philippines. CCFPD. March 16, 2001.

Decentralization and Challenges to Unity: Report on the Indonesia Roundtable 2001. Centre for Dialogue, Simon Fraser University. April 19-21, 2001.

Democracy and Identity Conflicts in Asia: Identifying the Issues for Canada and Multilateral Institutions. University of Toronto-York University Joint Centre for Asia Pacific Studies. March 2001.

Report from the North Korea Roundtable. CCFPD. January 22, 2001.

Report from the Burma and Drugs Roundtable. CCFPD. May 15, 2000.

Europe

Report from the Roundtable Living Together: Sharing the Canadian Experience. Marketa Geislerova, Canadian Centre for Foreign Policy Development. March 28-30, 2001 (Banff, Alberta) and June 15-17, 2001 (Larnaca, Cyprus).

Report on Cyprus: Living Together in the New Century Roundtable. CCDPE. February 14, 2000.

Americas

Workshop Report: Canadian Media Coverage of the Americas. FOCAL. March 2, 2001

Canada, Indigenous Peoples and the Hemisphere Roundtable Report. CCFPD. March 23, 2000.

Canadian Voices: The Americas. CCFPD. Fall 2001.

Threats to Democracy in America. Max Cameron, FOCAL. March 3-4, 2000.

Report from the Roundtable on Canada-Cuba Relations. CCFPD. January 18, 2000.

Culture

Commerce international et diversité culturelle: à la recherche d'un difficile équilibre. Ivan Bernier, Université Laval and Dave Atkinson. 2000.

Circumpolar Issues

Roundtable on Northern Foreign Policy: Feedback and Look Ahead. CCFPD. February 5, 2001.

Foreign Policy Research

Gendered Discourses, Gendered Practices: Feminists (Re)Write Canadian Foreign Policy. Claire Turenne Sjolander, University of Ottawa; Heather Smith, University of Northern British Columbia; Deborah Stienstra, University of Winnipeg. May and July 2000.

Visit www.cfp-pec.gc.ca for more reports and other publications.